



## **DECLARATION LIMINAIRE DE LA CGT EDUC'ACTION DE L'ACADEMIE DE NICE**

### **Comité Technique Académique**

**Nice, le jeudi 7 novembre 2019**

Il y a des choses qui évoluent vite et mal et il y a des permanences douloureuses. Pour ce Comité Technique Académique de rentrée 2019, c'est un peu de l'humeur des salles des maitres, des salles des profs, de tous nos collègues ceux des labos, ceux des bureaux dont je souhaite vous parler.

Les évolutions sont tumultueuses et vertigineuses. Plusieurs marquent d'ores et déjà au feutre noir indélébile cette année scolaire 2019-2020. Elles ont pour point commun qu'à aucun moment l'Education Nationale et le gouvernement n'ont sérieusement cherché à recueillir et à utiliser à bon escient la parole des professionnels que nous sommes, celle des syndicalistes, celle des amoureux de notre service public. Pour être tout à fait juste, il y a bien eu quelques moments, où ils ont fait semblant de vouloir « se concerter » avec quelques idiots utiles (parfois malgré eux) servant de caution à une idéologie ravageuse.

Dans les tumultes et les vertiges, il y a d'abord les réformes du lycée général et technologique et du baccalauréat. Je rappelle l'opposition ferme et totale de la CGT Educ'Action à ces réformes. D'une part parce que celles-ci sont construites à la suite de Parcoursup pour permettre la sélection à l'entrée des universités. Je me permets de faire une incise sur Parcoursup puisque ce point est à l'ordre du jour. Le document que vous nous avez fourni révèle la statistique cachée de notre académie de Nice : Parcoursup n'offre aucune solution à 39% des lycéens ! D'autre part, nous sommes opposés à ces réformes parce qu'elles amplifient le tri social. En introduisant du contrôle continu dans l'examen, elle fait perdre au baccalauréat son caractère national. Oui ! Ce sont des réformes qui ont pour objectif de faire des économies de poste. Oui ! Ce sont des réformes qui assurent la reproduction sociale. En déclassant le premier diplôme de l'enseignement supérieur, elles s'en prennent d'abord aux plus modestes et aux plus fragiles. Non ! Ce n'est pas une réforme pour les élèves comme le clame notre ministre. Et d'ailleurs, nous le voyons bien dans sa volonté persistante de vouloir maintenir, en janvier 2020, la première série d'épreuves communes de contrôle continu (E3C). C'est absolument anti-pédagogique et anti-pédagogue de vouloir faire passer à nos élèves une épreuve de baccalauréat dans une impréparation absolument totale : sans avoir la moindre idée de ses modalités d'organisation (renvoyées à l'autonomie des établissements), sans avoir d'idée précise sur les épreuves plus de 2 mois après la rentrée !

Il y a ensuite la réforme de la voie professionnelle. Et je rappelle, encore ici, l'opposition ferme et totale de la CGT Educ'Action. Cette réforme, c'est un tourbillon parce que nous n'en sommes qu'aux prémices, il deviendra tsunami avec : la mixité des parcours et des publics, la généralisation de l'apprentissage, la mise en place des blocs de compétences, les horaires disciplinaires réduits qui hypothèquent les poursuites d'études... Ici on arrache sauvagement aux plus modestes et aux plus fragiles la possibilité offerte d'accéder à la culture ! S'ajoute à cette révoltante réforme la fameuse loi « liberté de choisir son avenir professionnel » qui dérègle l'enseignement sous

statut scolaire pour le mettre sous la coupe des branches professionnelles. La casse statutaire, quant à elle, suivra bientôt.

Et puis, il y a la réforme de la fonction publique. Vous avez compris : la CGT s'y oppose totalement et fermement, et en dépit de l'échéance, nous continuerons à la dénoncer et à la combattre. En ce moment, vous pensez peut-être que nous nous opposons une fois encore, « comme d'habitude » ! Est-on plus crédible en disant oui tout le temps ou oui souvent ? A la CGT, nous sommes crédibles par la constance de ce que nous défendons et depuis toujours. Nous avons des armoires pleines de revendications en faveur des salariés ! Je ne reviendrai pas sur toutes les mesures scélé-rates qui entreraient en vigueur en janvier 2020 mais il conviendrait de rappeler que cette loi entend dissoudre toutes les avancées sociales obtenues après-guerre parce qu'elles étaient des garanties de l'indépendance des fonctionnaires vis-à-vis du pouvoir politique. Je ne vous ferai pas l'in vraisemblable offense de vous rappeler le contexte historique qui précéda l'adoption du statut général de la fonction publique en 1946. Le « nouveau monde de Macron » aime à ce point les vieilles recettes que la loi de la transformation de la Fonction publique a été promulguée durant l'été, bien sûr, et contre l'avis unanime des syndicats, comme souvent. En outre, cette loi généraliserait le recrutement de contractuels. Aussi, elle viderait les commissions paritaires de nombre de leurs prérogatives laissant notamment la totale gestion des opérations de mutation à l'employeur. Nos craintes à ce sujet sont très grandes parce qu'il y aura inévitablement des erreurs, parce que l'individualisation du recours et sa durée seront décourageantes. Le risque est élevé pour les collègues d'être victime d'une décision arbitraire, puis avec le temps, par coutume, l'arbitraire deviendra la règle. Enfin, en fusionnant les CHSCT et les Comités techniques, la loi entérinerait la disparition des premiers. C'est la conséquence de l'alignement du droit de la fonction publique sur la « loi travail » (largement rédigée par le Ministre de l'économie Emmanuel Macron). Elle aussi nous l'avons ardemment combattue ! Je soulignerai tout de même ici le cynisme du gouvernement, qui plus est dans la période dramatique que nous traversons et ce dans toutes les fonctions publiques.

Le seul infime réconfort dans tout cela, c'est de se dire qu'on est tous -vous et nous- dans la même remorque attelée à ce rouleau compresseur dirigé par ce furieux capitaine. C'est de se rendre compte quelque fois, que vous l'administration, subissez aussi le rôle qui vous est assigné. L'autre jour, en groupe de travail sur la création de la région académique, je vous faisais remarquer que vous éprouviez les pires difficultés à nous fournir, sur ce sujet, mais c'est aussi vrai sur d'autres, un seul argument positif et sincère pour justifier ces bouleversements structurels. Vous avez vous-même consenti que ce n'était pas évident.

Et puis, comme je le disais au début de mon intervention, outre ces choses qui changent sans cesse et sans aucun bon sens, il y a aussi des permanences. Toujours là, elles dévorent nos bons cœurs à intervalles réguliers. Ah oui ! Le ministre le sait bien. Il sait à quel point nos cœurs sont bons pour assumer et continuer à aimer notre mission dans les conditions qu'il nous donne. Parce que si tout ne va pas si mal c'est grâce à celles et ceux qui font vraiment l'Ecole (dans les écoles, dans les collèges, dans les lycées) avec énergie, enthousiasme et conviction. Oh oui ! Jean-Michel Blanquer le sait et il s'en sert surtout pour nous payer de mots. Parce qu'en cette rentrée, la question des salaires s'est particulièrement illustrée. Tout le monde a compris que le gouvernement prévoit de baisser très drastiquement nos pensions (près de 25%). Tout le monde s'est souvenu, et ce n'est pas anodin, que celles-ci dépendent du salaire. Du coup, nous avons pu entendre un peu partout toutes sortes d'interprétations fantaisistes du rapport de l'OCDE « Regard sur l'éducation 2019 ». Je dis fantaisistes et j'ajoute peu rigoureuses, si ce n'est malhonnête. Il a souvent été répété, à l'envie, au mois de septembre que nous nous avons tort de nous plaindre puisque nous sommes presque dans

la moyenne de cet échantillon du monde qui contient aussi l'Estonie, la Colombie, le Costa Rica, le Chili, le Mexique, la Hongrie...etc. Mais la réalité est là, il suffit juste de quelques calculs pour affirmer que pour un enseignant en lycée (après 15 ans d'ancienneté) l'heure de cours vaut 57€ brut soit à peine plus qu'en Pologne (54€). Si on se compare à ce qui devrait être comparable, c'est 75€ en Espagne, 66€ en Italie, 70€ au Portugal. Le « modèle allemand » paie 119€ l'heure de cours. Le « modèle scandinave » paie quant à lui à des hauteurs qui nous font honte, c'est 149€ au Danemark par exemple. C'est très sympathique d'ailleurs, ces discours sur les modèles quand il s'agit toujours de vouloir nous en faire admettre le pire. Finalement, la CGT est tout simplement réaliste en réclamant immédiatement 400€ par mois. Si on y regarde de plus près, on pourrait même se dire qu'elle est bien raisonnable.

Alors, le 5 décembre prochain, la CGT sera dans la grève interprofessionnelle et intersyndicale contre la réforme des retraites. Dans cette salle, 3 organisations syndicales s'inscrivent déjà, résolument, dans cette journée, nous faisons le vœu que la mobilisation contre la retraite par points rassemble le plus largement possible. Nous avons pour habitude de dire à la CGT que la bataille des retraites est la mère des batailles. C'est une bataille pour les salaires pour une répartition des richesses en faveur des travailleurs, c'est aussi une bataille pour la solidarité. Or, cette réforme c'est la mise à mort des principes de répartition et de solidarité. C'est même la mise à mort des retraités parce que l'âge de départ en retraite va largement dépasser l'espérance de vie en bonne santé des travailleurs (64,9 ans pour les femmes et 62,6 ans pour les hommes). Ce projet ne dessine pas l'avenir ou le progrès. Il est éminemment réactionnaire. On avait compris juste avant que ce gouvernement voulait gommer l'œuvre géniale du Conseil National de la Résistance... il va réussir la prouesse de remonter le temps bien au-delà encore en ressuscitant un slogan de la CGT en 1910 : « non à la retraite pour les morts ! »

Pour terminer mon intervention et la règle de rhétorique est bien connue « ce qui vient ensuite est toujours plus important », l'autre permanence que nous a assénée cette rentrée scolaire c'est celle de la souffrance au travail. Le suicide de Christine Renon et sa lettre d'adieu ont bouleversé tout le monde. La première chose que l'on s'est dite en lisant sa lettre c'est qu'elle y décrit un très banal quotidien de directrice. Elle a choisi de mettre fin, brutalement, à ces accoutumances létales au manque de temps, aux sollicitations toujours plus nombreuses, à la taylorisation du travail, aux responsabilités écrasantes, aux pressions hiérarchiques, aux consignes multiples et contradictoires... Le moins surprenant dans cet événement a été la très insignifiante réaction de l'institution et l'honteuse velléité de vouloir ressortir du carton les préconisations de la « mission flash parlementaire sur la direction d'école ».

Dans l'Académie, Frédéric Boulé aussi s'est donné la mort en septembre quelques jours après avoir vu le médecin de prévention (enquête en cours). Puis, nous pensons évidemment à notre chère camarade, Laurence Dangel du Lycée du Parc Saint-Jean à Toulon qui s'est suicidée il y a un an, la semaine de son rendez-vous de carrière. Ce PPCR, que la CGT a rejeté, partage au moins une caractéristique commune avec toutes les autres réformes entreprises dans l'éducation, les risques et en particulier des risques psycho-sociaux induits n'ont jamais été évalués, ni en amont, ni depuis. La souffrance au travail est une permanence strictement parallèle à l'inertie de notre institution.

Nous sommes allés voir à la rentrée les anciens collègues de Laurence. Devinez-quoi ? Rien n'a changé dans son lycée, c'est comme avant, comme avec elle. A sa disparition, des moyens « exceptionnels » (entre guillemets) de vie scolaire avaient été donnés pour essayer d'apaiser le climat dans un LP très tendu, dans un quartier de Toulon très tendu, surtout par la violence. Je vous avais d'ailleurs averti sur la nécessité de maintenir ces moyens-là lors du Comité Technique du 29 mai dernier. Eh bien, « l'exceptionnel » s'est terminé en septembre avec un retour en force des descentes de Police, des exclusions de cours et des échauffourées. Juste avant les vacances, se profilait le 4eme conseil de discipline parce que le lundi 21 octobre une collègue a reçu des coups d'une

élève entraînant plusieurs jours d'ITT. Là-bas, les collègues qui tremblent comme des feuilles en rentrant chez eux ne sont plus sous les radars de la « vigilance ». Du coup, il est vrai que la réforme de la voie professionnelle n'est qu'une préoccupation bien secondaire pour eux.

Si je devais faire une synthèse de mes propos en quelques phrases, je dirais que nous subissons et devons mettre en œuvre des réformes déshonorantes pour notre service public. Nous sommes si peu payés qu'aucun travailleur détaché ne voudrait venir en salle des professeurs. Des collègues tombent malades, d'autres meurent à cause de leur travail... C'est vrai, nous avons du cœur, de l'enthousiasme, peut-être même de la foi. Mais nous ne sommes ni des missionnaires, ni des pénitents. Nous exigeons d'abord le plus simple : le strict respect du code du travail, du statut général de la fonction publique et des statuts particuliers de nos corps. Nous exigeons du respect et des actes pour les glorieux travailleurs que nous sommes et que M. Blanquer n'honore que de paroles aux micros qui se tendent.

*Olivier GERARD*

*Secrétaire Général Académique de la CGT Educ'Action de Nice  
Membre de la direction nationale de la CGT Educ'Action*